

Les Slovaques s'inquiètent de liens entre pouvoir et mafia

Le journaliste abattu enquêtait sur une conseillère du gouvernement

BRATISLAVA, VELKA MACA -
envoyé spécial

Elle devait épouser son amoureux en mai. Et c'est dans la robe qu'elle avait choisie pour ce jour à marquer d'une pierre blanche que Martina Kusnirova a été inhumée, à 27 ans, dans la terre gelée de la Slovaquie, vendredi 2 mars. Son fiancé, Jan Kuciak, 27 ans également, devait être porté en terre à son tour samedi, au lendemain d'une manifestation à laquelle ont pris part au moins 20 000 personnes dans les rues de Bratislava, par des températures très basses, pour dénoncer la corruption, interpellier l'exécutif et rendre hommage aux deux jeunes gens, retrouvés morts dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 février.

Le meurtre de M. Kuciak, un journaliste d'investigation qui travaillait depuis trois ans pour le groupe Ringier Axel Springer, et celui de sa petite amie, a plongé ce pays de 5,4 millions d'habitants dans la sidération. Les Slovaques gardent le souvenir des années noires de l'ère Vladimir Meciar, ce premier ministre autoritaire qui livra la Slovaquie à tous les trafics, au lendemain de son indépendance, entre 1994 et 1998.

« Ce sont toutes ces horreurs enfouies dans notre inconscient qui sont remontrées d'un coup, énonce le philosophe Fedor Blascak. A cette époque, il y avait des morts à tous les coins de rue. Des voitures piégées explosaient chaque se-

maine. Les gens ont peur de revenir à cette période brutale et stupide. »

« Vous vous rendez compte? », demande Barbara Chovanova, étudiante qui participait au défilé vendredi. *Martina et Jan ont été tués par la mafia, qui est en lien avec des gens du gouvernement! C'est monstrueux! Ce gouvernement doit tomber!* » Comme elle, les manifestants sont nombreux à penser que si des tueurs à gage ont vidé leur chargeur sur le couple, c'est parce que Jan Kuciak enquêtait, pour *Aktuality.sk* – deuxième site d'information le plus lu du pays –, sur Maria Troškova, 30 ans.

Cette ancienne top-modèle a posé seins nus à l'occasion, avant de réaliser une ascension fulgurante et de devenir l'assistante du

premier ministre, Robert Fico. Or Jan Kuciak enquêtait, juste avant de mourir, sur les réseaux d'un homme d'affaires italien en lien avec la jeune femme, mais aussi avec la Ndrangheta, la mafia calabraise, et avec Viliam Jasan, le responsable de la gestion de crise au gouvernement slovaque.

« Billets devant les caméras »

D'où les appels à la démission, lancés par la foule en colère. Pour calmer le jeu, le chef de l'exécutif, le sanguin Robert Fico, 53 ans, un populistes de gauche (SMER-SD), a cru bon dans un premier temps d'organiser une conférence de presse un peu particulière. Moins de vingt-quatre heures après la découverte des deux corps dans une maison que le journaliste repapait en bordure du village de Velka

Maca, à soixante-cinq kilomètres de la capitale, il a promis une récompense d'un million d'euros à toute personne donnant une information qui permettrait d'arrêter les commanditaires.

« Il a étalé les lasses de billets devant les caméras, se remémore le journaliste Arpad Soltesz, encore sous le choc. Normalement, c'est le crime organisé russe qui monte ce genre de mises en scène, pas le chef du gouvernement d'un pays membre de l'Union européenne. Tant de cynisme, cela nous a mis en rage. Désormais, on sera encore plus agressifs qu'avant. On est en guerre maintenant. »

Quant à l'ex-mannequin, qui nie toute implication, elle a annoncé qu'elle quittait son poste le temps de la durée de l'enquête. La police a très vite arrêté plusieurs suspects. Pas suffisant, selon l'opposition et la presse slovaques, qui ne font aucune confiance au gouvernement pour mener une enquête impartiale.

Même le petit parti représentant la minorité hongroise, Most-

Híd – qui avait obtenu, à la suite des élections en mars 2016, le ministère de la justice, après un accord de coalition avec le SMER-SD et le parti d'extrême droite SNS –, réclame maintenant le départ du ministre de l'Intérieur, Robert Kalinak, un ancien avocat et homme d'affaires, proche de M. Fico, soupçonné d'avoir couvert des fraudes fiscales par le passé.

« Ce meurtre survient après des années de scandales, commente l'analyste politique Grigorij Mezeznikov. Il faut considérer la chute du gouvernement comme possible.

M. Fico a échoué à expliquer le rôle joué par cette jeune femme à ses côtés, et les doutes sur la neutralité de l'exécutif concernant cette enquête semblent fondés. »

Gabriel Sipos, qui dirige en Slovaquie l'organisation de lutte contre la corruption Transparency International, rappelle que dans son pays, seule la presse traque les gros poissons. « Chaque fois qu'un journal sort une affaire de corruption, la police affirme qu'elle va enquêter, puis elle classe le dossier en disant qu'elle n'a pas trouvé de preuves, ou bien elle fait traîner les choses. Son chef est en place depuis plusieurs années, mais il n'a jamais inquiété qui que ce soit de puissant dans ce pays. »

Parler de frustration chez les journalistes relève de l'euphémisme. Car ils doivent subir, comme ailleurs en Europe centrale, les sarcasmes et les insultes du pouvoir en place. Confronté à des accusations concernant sa probité, Robert Fico a publiquement qualifié les représentants de la presse de « hyènes idiotes »

ou encore de « sales prostituées anti-Slovaques ».

Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières, qui a dénoncé ces dérapages, a été reçu par M. Fico vendredi. Il a demandé au chef du gouvernement slovaque d'exprimer des regrets, pour avoir créé un climat d'hostilité à l'égard des médias. Selon lui, le meurtre de Jan Kuciak, le premier dans l'histoire contemporaine slovaque, devrait alerter tous les leaders de la région. En République tchèque, en Pologne, en Hongrie et en Autriche, les médias sont dans le viseur de dirigeants goûtant peu la critique.

Le premier ministre slovaque a d'ores et déjà rencontré les responsables des principaux médias pour leur assurer que la « sécurité des journalistes » était désormais l'une de ses « priorités ». Mais il se refuse à présenter la moindre excuse. Et encore moins à quitter le pouvoir, qu'il occupe depuis 2012, après avoir déjà gouverné entre 2006 et 2010. ■

BLAISE GAUQUELIN